

MEUBLEMENTS  
DÉCORATION

**MERCIER**  
FRÈRES

179, Rue Nationale  
LILLE

AUSTRIE  
PAINES PEINTS

BRASSERIE  
COOPERATIVE  
de MONS-EN-BARCEUL

BRASSERIE  
des FAMILLES

Bouteilles importées  
au 1<sup>er</sup> d'année

21.000 Adhérents

La part coopérative  
valeur 50 francs  
distribuée chaque  
année aux adhérents  
des restaurants

**BILLET PARISIEN**

**L'Angleterre est-elle avec nous ?**

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL.)

PARIS, 9 MARS (Mimut).

Les entretiens qu'auront vendredi les ministres anglais, MM. Mac Donald et John Simon arrivés ce soir à Paris, avec les représentants du Gouvernement français vont décider des relations franco-britanniques, qui sont arrivées à un carrefour. L'amitié des deux grandes démocraties européennes apparaît de plus en plus nécessaire au maintien de la paix en Europe. L'audace des partisans du bouleversement des traités grandit de jour en jour; elle se traduit par une campagne très vive dirigée contre les armements de la France qui, somme toute, garantissent mieux que n'importe quel pacte, au moins dans les conditions présentes, la tranquillité de l'Europe. L'Angleterre va-t-elle continuer à s'associer plus ou moins orgueilleusement aux sollicitations dont nous sommes l'objet quant à un désarmement général, en attendant un désarmement quantitatif?

Il est évident que de cette réponse dépend pour une bonne part le développement satisfaisant des entretiens qui vont avoir lieu.

M. Massigli, notre délégué à la Conférence de désarmement, a déjà assumé les premières positions contre un manœuvre qui, si elle avait réussi, nous aurait entraînés à des conclusions en désaccord avec les principes de la politique du désarmement constant survis par la France. Le bureau de la Conférence, qui préside M. Henderson, cherche à faire discuter aujourd'hui à Genève la question du matériel de guerre. Les nations qui sont en révolte ouverte contre les traités, l'Allemagne en tête, font de cette question un coin qu'elles veulent enfoncer dans la thèse française pour la mettre en pièces. Du point de vue des armements, il nous reste en effet, sur nos anciens ennemis, la supériorité du gros matériel. Belle occasion pour l'Allemagne de reculer sur la mode impériale, avec l'appui de l'Italie et de tous les mécontents, la destruction de ce matériel. Ces demandes sont formulées au nom du traité de Versailles, que l'Allemagne interprète à sa manière!

Nous soutenons, fidèles à la lettre et surtout à l'esprit du dit traité, que nous ne pouvons pas à nous plier à ces impositions tant que satisfaction ne nous sera pas donnée au sujet de la sécurité. Nous ne pouvons donc pas nous laisser entraîner à examiner un problème qui doit être résolu dans les circonstances actuelles. Il va sans dire que les fermes déclarations de M. Massigli soulèvent les protestations véhémentes des Allemands, qui entendent que la France soit désarmée, quel que soit le sort réservé à nos quelques touchants la sécurité. De la part de nos anciens ennemis, les objections ne sauraient nous surprendre, mais, dans l'intérêt de la paix, il ne faudrait pas qu'elles fussent encouragées par l'attitude de l'Angleterre.

Les conversations prochaines nous fixeront sur l'attitude de cette dernière et sur les perspectives mêmes de son désarmement.

**LETTRE DE BRUXELLES**

**Socialistes belges et socialistes allemands**

(DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER.)

BRUXELLES, 9 MARS 1933.

Le budget des Affaires étrangères a été adopté par la section de la Chambre qui l'a examiné. Les socialistes ont voté contre, suivant la décision politique prise qu'ils ont prise de toujours voter contre le Gouvernement ou de s'abstenir, quoi que celui-ci fasse. Il pourrait faire des merveilles, que les socialistes fermeront les yeux et se boucheraient les oreilles pour ne point les voir ou les entendre proclamer. Il n'y a personne, en Belgique, pour croire que le Gouvernement soit parfait. Mais il n'est pas non plus, particulièrement mauvais. Il accomplit de bonnes choses. Cela se voit. Jamais les socialistes ne voudront en convenir. Pour eux, le Gouvernement est toujours en fautive.

Cette attitude fut singulièrement à l'extrême-gauche. On ne fait jamais œuvre bonne et utile en critiquant tout et toujours. Le parti-pris, dans l'opposition, finit par devenir insipide. Même quand l'opposition s'adresse à des abus réels, on ne la croit plus. Elle tombe dans le vide, alors que le régime démocratique actuel exige un contrôle sévère mais loyal. Ce contrôle peut rendre au pays d'inappréciables services et mériter au parti opposant la considération générale.

Le parti socialiste a dédaigné ce rôle capital, pour une opposition systématique. Son action dans les heures difficiles que nous vivons marquera mal dans l'histoire du pays, d'autant plus que les événements ne confirment pas ses prévisions. Il a prêté sur tous les toits la confiance en la bonne Allemagne. Tous ceux qui, se basant sur l'expérience, continuèrent à se méfier, étaient de la part des socialistes belges, l'objet d'une condamnation sans appel. Ils étaient, pour le moins, des militaristes, des traîtres de sabre, des créés assouplis de sang, des partisans de la guerre!

M. Vandervelde, le chef des socialistes belges, est bien forcé aujourd'hui de reconnaître que l'Allemagne a une manière raisonnable d'être bonne. Aussi, hier, à la Commission des Affaires étrangères, il a renouvelé les déclarations qu'il a faites déjà plusieurs fois, à savoir que l'Allemagne actuelle constitue un danger pour la paix. Et oui! Et l'on peut se demander alors ce que font les socialistes allemands qui étaient pour M. Vandervelde, une force suffisante pour empêcher la guerre.

Les socialistes allemands sont impuissants; ils sont battus; leur opposition a été sans effet. Alors, de deux choses l'une: ou bien le parti socialiste allemand n'a pas la valeur devant laquelle se soumettent les socialistes belges; et dans ce cas, ceux-ci se sont lourdement trompés dans leur appréciation; ou bien les socialistes allemands sont forts et alors où est leur réaction? On la cherche en vain.

Plaise au ciel que les choses ne se passent pas ainsi. Mais si cela devait éclater, la responsabilité du socialisme serait grande, et ce ne pas en agiter le spectre de la révolution qui pourrait faire oublier qu'il s'est trompé tragiquement.

**Premières journées printanières au parc Barbioux, à Roubaix**



QUELQUES PHOTOS PRISES JEUDI APRÈS-MIDI AU PARC BARBIEUX, A ROUBAIX (Ph. J. de Ry.)

Devantant quelque peu la date fixée au calendrier, les Printemps nous sourit et depuis deux jours nous jouissons de belles journées. Malgré une petite brume qui flotte encore dans l'air, les rayons du soleil sont déjà chauds. Aussi nous sommes allés à tout particulièrement le Parc Barbioux — ont-elles connu hier jeudi, la grande foule de ceux qui tenaient à jour du grand air et des premiers rayons de soleil, si doux après un hiver relativement rude.

**LE SÉNAT A VOTÉ, PAR 241 VOIX CONTRE 6, LE PROJET D'EMPRUNT DE DIX MILLIARDS**

Paris, 9 mars. — La séance est ouverte à 15 h. 10, sous la présidence de M. Jeanneney.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre, relatif à l'émission, dans la limite de dix milliards de francs d'obligations du Trésor.

M. Marcel Régnier, rapporteur général adjoint, monte à la tribune.

« En votant le projet, déclare-t-il, nous allons faire un acte de foi dans l'avenir. Ce vote aura la valeur d'un symbole. Il montrera que le Sénat se place au-dessus des partis, est prêt à appuyer une politique d'ordre et d'économie qui seule peut assurer la prospérité de la France. » (Vifs applaudissements.)

M. Jostoy (Marne), prend la défense des rentiers qui ont accepté la perte d'intérêt que présentent pour eux la conversion et qui, depuis lors, en raison de la baisse des cours, ont perdu environ huit milliards sur leur capital. Il demande si l'on ne pourrait pas donner une compensation aux rentiers ayant accepté la conversion en leur proposant les nouveaux titres par priorité.

MM. Hervay et Japy réclament du Gouvernement des économies sévères.

M. Georges Bonnet, ministre des Finances, fait tout d'abord le point de la situation de la Trésorerie.

Le produit de l'emprunt, précise-t-il, servira soit à retirer des bons de la circulation, soit à payer des dépenses qui n'auraient dû être que par des émissions de bons du Trésor.

Le ministre prend l'engagement de choisir des modalités d'émission telles que le nouveau titre ne portera pas atteinte aux intérêts des porteurs de rentes converties à 15 h. 10, sous la présidence de M. Jeanneney.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre, relatif à l'émission, dans la limite de dix milliards de francs d'obligations du Trésor.

M. Marcel Régnier, rapporteur général adjoint, monte à la tribune.

« En votant le projet, déclare-t-il, nous allons faire un acte de foi dans l'avenir. Ce vote aura la valeur d'un symbole. Il montrera que le Sénat se place au-dessus des partis, est prêt à appuyer une politique d'ordre et d'économie qui seule peut assurer la prospérité de la France. » (Vifs applaudissements.)

M. Jostoy (Marne), prend la défense des rentiers qui ont accepté la perte d'intérêt que présentent pour eux la conversion et qui, depuis lors, en raison de la baisse des cours, ont perdu environ huit milliards sur leur capital. Il demande si l'on ne pourrait pas donner une compensation aux rentiers ayant accepté la conversion en leur proposant les nouveaux titres par priorité.

MM. Hervay et Japy réclament du Gouvernement des économies sévères.

M. Georges Bonnet, ministre des Finances, fait tout d'abord le point de la situation de la Trésorerie.

Le produit de l'emprunt, précise-t-il, servira soit à retirer des bons de la circulation, soit à payer des dépenses qui n'auraient dû être que par des émissions de bons du Trésor.

Le ministre prend l'engagement de choisir des modalités d'émission telles que le nouveau titre ne portera pas atteinte aux

**Le Gouvernement du Reich engagerait des pourparlers avec le Centre**

Le gouvernement du Reich envisagerait la possibilité d'une collaboration avec le Centre, afin d'obtenir au Reichstag la majorité des deux tiers nécessaire à l'acceptation des lois et décrets modifiant la Constitution.

Jusqu'ici, il n'y a eu que des conversations officieuses, notamment entre Mer Knas et M. von Papen, mais on attend de prochaines négociations officielles.

On pense que le Centre, dont la position comme « charnière » n'est pas aussi ébranlée qu'on l'a d'abord admis, accepterait, le cas échéant, de participer au gouvernement et qu'il serait disposé à faire de très grandes concessions.

Un ultimatum au gouvernement bavarois

Berlin, 9 mars. — On annonce que le chef d'état-major des troupes d'assaut nazistes, accompagné du chef du parti national-socialiste bavarois, est allé, cet après-midi, présenter au chef du Gouvernement bavarois un certain nombre de revendications; notamment, en ce qui concerne le pavésment de l'Alsace de la Dûre et du ministère de la Marine nationale et des couleurs nazistes et la remise des pouvoirs de police.

A la suite de cet ultimatum, M. Heid, président du Conseil bavarois, a convoqué d'urgence un Conseil des ministres qui a nommé un national-socialiste le général von Epp, commissaire général de l'Etat de Bavière.

Aussi l'intervention du Reich en Bavière se trouvera-t-elle si, comme on le pense, le général von Epp accepte cette nomination.

A la suite de cette mesure, la police de tous les Etats allemands se trouve contrôlée par des chefs nationaux-socialistes.

Hitler se ferait élire président du Conseil de Prusse

Berlin, 9 mars. — Examinant la situation politique après les élections du 6 mars, soit à Frankfort, soit à Berlin, le chancelier Hitler a déclaré qu'il abandonnait la question de la réforme administrative, estime que la candidature de M. von Papen au poste de président du Conseil prussien a peu de chance de réussir.

Il appartiendrait comme plus vraisemblable que le chancelier Hitler se ferait élire à ce poste par la nouvelle Diète prussienne, cumulant ainsi le poste de chancelier du Reich et de président du Conseil de Prusse. Ce cumul des fonctions dans le Reich et en Prusse serait, en outre, l'un des principaux points de la réforme du Reich préconisée par le bloc national-socialiste.

De son côté, le 12 Uhr Blatt a remarqué que le plan des ministres prussiens ferait probablement partie

**M. de Monzie, ministre de l'Education nationale, préside, au Grand Théâtre de Lille, une imposante manifestation de sympathie en l'honneur de M. le recteur Châtelet, promu officier de la Légion d'honneur**



AU FOYER DU GRAND THÉÂTRE (Ph. J. de Ry.)

On remarque à droite M. CHATELET, recteur de l'Académie de Lille, ayant à sa droite M. DE MONZIE, ministre de l'Education nationale. (Au premier plan à gauche, M. LANGERON, préfet du Nord)

En s'élevant récemment M. Albert Châtelet au grade d'officier de la Légion d'honneur, le Gouvernement témoignait la haute estime pour l'éminent recteur de l'Académie de Lille, qui a doté notre région de nombreuses et bienfaitantes institutions scientifiques et philanthropiques. Les membres des différents degrés de l'enseignement du ressort de l'Académie ont saisi cette occasion de manifester leur respectueux sympathie à M. le recteur Châtelet en organisant une brillante cérémonie qui a eu lieu jeudi après-midi au Grand Théâtre de Lille et que M. A. de Monzie, ministre de l'Education nationale, a bien voulu présider, donnant ainsi une nouvelle et précieuse preuve d'attention.

Plus de deux mille personnes ont pris part à cette grandiose manifestation.

L'ARRIVÉE DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

M. A. de Monzie est arrivé à la gare de Lille pour le train de 13 h. Le

**Une Conférence économique nationale aura lieu en mai prochain à Paris**

Paris, 9 mars. — Une importante conférence s'est tenue ce matin, au ministère de la Guerre, entre MM. Daladier, président du Conseil; Paul-Boncour, ministre des Affaires étrangères; Chastenet, ministre de l'Intérieur; Sarraute, ministre des Colonies; Quénu, ministre de l'Agriculture; Seure, ministre du Commerce; Patenôtre, sous-secrétaire d'Etat à l'Economie nationale.

La réunion, qui avait pour objet l'étude des conditions dans lesquelles pourra être convoquée une conférence économique nationale, a abouti vers 14 heures.

Cette conférence économique nationale, qui se tiendra à Paris dans la première quinzaine de mai, doit avoir pour objet d'organiser la répartition de la production à l'intérieur de notre empire colonial et d'instaurer un équilibre des échanges sur le marché métropolitain. On sait que la réalisation d'une telle œuvre constituera, après le redressement budgétaire, la seconde partie du programme que s'est tracé le président du Conseil en se présentant devant le Parlement.

**M. Franklin Roosevelt et la crise bancaire aux Etats-Unis**

New-York, 9 mars. — Le président Roosevelt a lu aujourd'hui, à midi, devant le Congrès, un message bref et énergique, dont voici la substance:

M. Roosevelt constate que le Gouvernement a été obligé d'intervenir pour la protection des dépôts.

Notre première tâche, dit-il, est de rouvrir toutes les banques saines.

Il annonce une législation dirigée contre la spéculation avec les fonds des dépôts. Il demande au Congrès de donner à l'exécutif du Gouvernement le contrôle sur les banques pour la protection de leurs clients, et toute l'autorité pour rouvrir, aussi rapidement que possible, celles qui sont saines et pour réorganiser celles qui devront l'être.

M. Roosevelt demande qu'on amende le Federal Reserve Act pour prévoir telle monnaie supplémentaire qui pourrait être nécessaire d'urgence.

Il insiste sur la nécessité d'une action immédiate. L'immobilisation complète des opérations bancaires ne pouvant durer longtemps.

Il termine en affirmant sa conviction que la législation demandée raffermira la confiance dans les banques saines, et marquera le début de rapports nouveaux entre les banques et le peuple américain.

Il demandera, en outre sous peu, au Congrès de prendre deux autres mesures qui ne désignent pas, mais qu'il considère comme une nécessité immédiate.

Le Sénat a adopté par 73 voix contre 7 la loi bancaire.

C'est à l'unanimité que cette loi a été adoptée à la Chambre des représentants.

La loi a été portée immédiatement après le vote au président Roosevelt pour sanction.

**Le Ministre de la Marine inaugurerait un hall à la Foire commerciale de Lille, le 8 avril**

On sait que dans un but de propagande la Marine nationale prendra une participation importante à la Foire internationale de Lille qui s'ouvrira le 8 avril. Elle y occupera un vaste stand placé dans un hall entièrement consacré à la Marine et aux nombreuses industries se rattachant à la construction navale. Ce hall sera inauguré solennellement par le Ministre de la Marine au cours d'une manifestation qui se déroulera samedi 8 avril.

M. Georges Levesque a en effet accepté de venir présider à la Foire de Lille la « journée de la Marine ». Il a accepté une audience mercredi à une délégation venue pour l'inviter officiellement. Cette délégation était composée de MM. les sénateurs Albert Buisson, ancien ministre, Forté, Roussel, Delonvalle, président du comité de la Foire et Edouard Boucherey, commissaire général. Le ministre a réservé à ses visiteurs le plus aimable accueil et leur a déclaré qu'il se rendrait très volontiers à leur invitation parce qu'il considérait que l'initiative prise par la Foire internationale de Lille d'associer à sa grande manifestation commerciale la Marine nationale et ses industries qui s'y rattachent était des plus intéressantes.

La musique des équipages de la flotte, particulièrement réputée, doit participer à la réception du ministre.

En raison de la présence de M. Georges Levesque, un grand nombre d'industriels, fournisseurs habituels de la Marine tiendront à présenter à la Foire les produits de leur fabrication et plusieurs d'entre eux ont d'ores et déjà décidé de faire un effort important.

On peut être assuré que cette section maritime, organisée pour la première fois sous le patronage du ministre, offrira un réel intérêt commercial, doublé d'un intérêt documentaire. Elle exercera sur la foule des visiteurs un attrait considérable. Ce hall, par la variété des objets présentés sera un des plus beaux de la Foire et une telle démonstration servira utilement et dans une large mesure la renommée de notre Marine nationale qui est à l'heure actuelle, en passe de devenir la première marine du monde.

**Le dollar à Paris**

Paris, 9 mars. — Pour la première fois depuis la fin de décembre, le billet que publie aujourd'hui la Banque de France comporte une augmentation de l'encours. Cette augmentation s'élève à 94.586.000 francs.

Il importe à ce sujet de remarquer que la Banque de France applique rigoureusement les règles de l'étalon-or. Elle n'aime l'or, non seulement en tant que monnaie, mais aussi en tant que

**Une disparition mystérieuse à bord d'un transatlantique**

Bruxelles, 9 mars. — Lorsque le sloop « Pennland », battant pavillon britannique et venant de New-York, s'aborda hier au port d'Anvers, des agents de la Sûreté montèrent à bord. Leur intention était tout simplement de veiller d'un peu près sur les 37 Parisiens d'origine américaine qui se trouvaient à bord. Mais le capitaine du navire, qui se trouvait à bord, déclara qu'il n'y avait pas de personnes de ce nom à bord. Le « Pennland » est le dernier navire ayant pu quitter les Etats-Unis avec pareille cargaison précieuse. Il se trouvait à peine hors des eaux américaines lorsque fut mis en application le décret présidentiel défendant l'exportation de l'or. Mais le capitaine du navire, qui se trouvait à bord, déclara qu'il n'y avait pas de personnes de ce nom à bord. Le « Pennland » est le dernier navire ayant pu quitter les Etats-Unis avec pareille cargaison précieuse. Il se trouvait à peine hors des eaux américaines lorsque fut mis en application le décret présidentiel défendant l'exportation de l'or. Mais le capitaine du navire, qui se trouvait à bord, déclara qu'il n'y avait pas de personnes de ce nom à bord.

**Un indigène assassin guillotiné en Algérie**

Alger, 9 mars. — Le 16 août 1931, Boukheif Ahmed ben Saïd tua à coups de revolver le surveillant de prison qui s'opposait à son évasion de la prison de Bihla.

Condamné à mort le 3 novembre, Boukheif a été guillotiné hier matin à l'aube.

Sur l'Europe, il y a une escalade de quelques heures à Halifax (Canada). La panne a été vue dans sa cabine pour la dernière fois le 26 février, à 16 h. 53, alors que le navire venait de regagner la haute mer. Depuis lors, elle a disparu.

A-t-elle été victime d'un accident? Est-elle tombée par-dessus bord? Rien ne permet de le supposer. Personne, d'ailleurs, n'a entendu le moindre cri. S'est-elle suicidée en se jetant dans l'eau? Personne n'a rien remarqué qui puisse étayer cette hypothèse. M. Laubert n'a rien laissé dans sa cabine pendant la période d'un état d'esprit désespéré.

Rest, le mystère reste entier.

**LE RÉCENT ENGAGEMENT DU DJEBEL SAGHO**

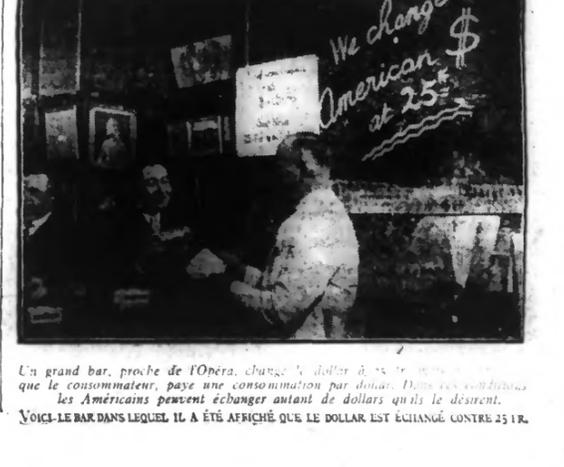
On mande de Casablanca que le récent engagement du djebel Sagho a été sanglant. On compte parmi les victimes le capitaine de Bournael, chef du bureau des affaires indigènes de Kérsant, dans le Tafilalet, commandant d'armes, les lieutenants Bureau, du 3<sup>e</sup> spahi et Lechevalier, du 8<sup>e</sup> tirailleurs algériens; l'officier interprète Alexandre, du bureau de Asiba; le lieutenant Larivan, des affaires indigènes de Colomb-Béchar; le capitaine Auchen, commandant de la compagnie montée du 3<sup>e</sup> régiment étranger.

On est sans nouvelles du lieutenant observateur de Saulon, qui participait à l'engagement à bord de son avion. Le lieutenant de Charrette, du 11<sup>e</sup> tirailleurs marocains, grièvement blessé aux jambes, a cru, en 44 amputé.

**Le bilan de la Banque de France**

Paris, 9 mars. — Pour la première fois depuis la fin de décembre, le bilan que publie aujourd'hui la Banque de France comporte une augmentation de l'encours. Cette augmentation s'élève à 94.586.000 francs.

Il importe à ce sujet de remarquer que la Banque de France applique rigoureusement les règles de l'étalon-or. Elle n'aime l'or, non seulement en tant que monnaie, mais aussi en tant que



Un grand bar, proche de l'Opéra, change le dollar à 25 francs. On voit que le consommateur paie une consommation par dollars. Dans ces conditions, les Américains peuvent échanger autant de dollars qu'ils le désirent. VOICI LE BAR DANS LEQUEL IL A ÉTÉ AFFICHÉ QUE LE DOLLAR EST ÉCHANGÉ CONTRE 25 FR.